

CONFLICTUALITÉ URBAINE ET MISE EN VISIBILITÉ DES FEMMES DANS L'ESPACE POLITIQUE PROVENÇAL ET COMTADIN, DE L'ANCIEN RÉGIME À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les femmes apparaissent peu dans les sources qui permettent d'étudier la vie politique locale pendant l'Ancien Régime. Cette absence relative relève de plusieurs facteurs dont l'un est, évidemment, le fait qu'elles soient écartées des fonctions sociales qui procurent le pouvoir. Pour les femmes des catégories populaires, la situation semble particulièrement bloquée puisque, dans ce milieu, même les hommes n'ont que des possibilités limitées de participer à la vie politique. Le déficit des sources concernant ces femmes est tel que seule l'action violente semble leur donner une visibilité. Les renseignements les concernant proviennent donc, le plus souvent, des archives de la répression qui démontrent que les femmes participent aux diverses formes d'expression de la conflictualité qu'elle soit quotidienne ou qu'elle éclate lors d'émeutes.

Dans une certaine mesure, la conflictualité est pour les femmes un moyen d'investir la sphère publique, d'exprimer leurs points de vue, leurs critiques et, éventuellement, de tenter de contrôler les autorités publiques en énonçant leurs volontés. C'est dans les situations de crises, quand la norme est remise en question, que les femmes apparaissent le plus dans le champ du politique. La période révolutionnaire, avec une expression politique qui s'affirme, se radicalise et s'exprime par l'action, offre aux femmes davantage de possibilités d'interventions dans l'espace politique.

Pendant longtemps la place des femmes dans les émeutes a été ignorée ou minorée en fonction de difficultés liées aux sources, mais aussi à cause du regard des chercheurs qui répugnaient à admettre la violence féminine. Les

nombreuses études menées sur les mouvements populaires ne permettent pas toujours d'analyser précisément les comportements politiques féminins car les problématiques adoptées par les historiens ne portaient pas sur une éventuelle spécificité de l'action féminine. Non seulement de nombreux documents d'archives indiquent « le peuple », « la foule », « la populace » sans préciser la composition par sexes mais, même lorsque ces renseignements existent, ils ne sont guère utilisés.

Néanmoins, en France, Albert Soboul, Robert Mandrou, Yves-Marie Bercé furent parmi les premiers à constater le nombre important de femmes dans les révoltes et les émeutes révolutionnaires. Dans les années 70, les interrogations s'affinèrent avec les travaux de Michèle Perrot, Nathalie Davis, Arlette Farge. Des études anglaises, italiennes, hollandaises montrent que la présence des femmes dans les émeutes est un schéma général, mais il reste à interroger le sens de cette présence et l'éventuelle spécificité de la conduite des émeutières.

La majorité des analyses portant sur le sujet, à l'étranger, comme en France, concernent davantage les antagonismes révolutionnaires que les conflits d'Ancien Régime. En effet, non seulement la période révolutionnaire est riche de conflits, donc de possibilités d'interventions féminines, mais elle est également productive d'archives. Les sources donnent davantage de renseignements sur les acteurs des violences. De plus, la période révolutionnaire procure d'autres indicateurs de la conflictualité que les émeutes, en particulier dans les papiers des comités de surveillance, mine de renseignements sur les antagonismes de la vie politique locale.

Les corpus doivent être revisités selon une problématique qui permette d'apprécier l'engagement féminin en fonction des types de conflits et de s'interroger sur d'éventuelles formes spécifiquement féminines d'expression de la conflictualité urbaine pendant l'Ancien Régime et la période révolutionnaire.

Plusieurs études ont déjà été menées dans le sud-est de la France et, sur ce sujet, la recherche est toujours en cours. Après René Pillorget qui a étudié les mouvements insurrectionnels en Provence entre 1596 et 1715¹, Monique Cubells et ses étudiantes ont mené des recherches approfondies sur les mouvements sociaux provençaux au XVIII^e siècle². Monique Cubells en a tiré une synthèse sur la place des femmes dans les émeutes populaires en Provence de

1. René PILLORGET : *Les mouvements insurrectionnels en Provence entre 1596 et 1715*, Paris, 1975.

2. Mémoires de maîtrise sous la direction de Monique CUBELLS : Valérie SOTTOCASA, *Emotions et désordres populaires en Basse Provence (1715-1750)*, Aix-en-Provence, 1984; Agnès BARRUOL, *Les mouvements populaires en Basse Provence (1750-1789)*, Aix-en-Provence, 1984; Pascale BRIANCON, *Les mouvements populaires en Haute Provence (1715-1789)*, Aix-en-Provence, 1993.

1715 à 1789³ pour les journées d'études « Femmes et politique » organisées par l'UMR Telemme, le Groupe de Recherches Femmes Méditerranée et l'Association Les Femmes et la ville. Mes propres travaux ont d'abord porté sur les émeutes d'Avignon et du Comtat Venaissin du XVII^e siècle à la Révolution, avant de s'élargir à l'ensemble du Sud-Est⁴. D'autres sites de recherches ont émergé, en France et à l'étranger.

Les analyses tirées de l'ensemble des travaux menés en Provence et dans le Comtat Venaissin montrent que, sous l'Ancien Régime comme pendant la Révolution française, des femmes sont présentes dans les foules émeutières quelques soient les motivations de ces dernières. Il apparaît même qu'elles ont souvent le premier rôle dans le déclenchement du mouvement.

I - L'ANCIEN RÉGIME

A - *Les conflits avignonnais du XVII^e siècle*

La cité d'Avignon, enclave pontificale dans le royaume de France, se présente comme un bon laboratoire d'analyse de la conflictualité urbaine en raison des crises politiques majeures qui l'ont secouée au XVII^e siècle et qui provoquèrent des émeutes importantes. Ces troubles se caractérisent par des luttes entre factions et la contestation du pouvoir pontifical.

Les premiers conflits sont à dominante économique et xénophobe.

En 1652, les Avignonnais avaient obtenu, grâce à la pression populaire, le départ des commis de la douane française qui faisaient payer des taxes très importantes sur les marchandises à leur entrée et à leur sortie d'Avignon. Cette situation était liée à la rivalité économique entre Lyon et Avignon et elle avait conduit à la misère la plupart des travailleurs de l'artisanat et du commerce. C'est le bruit du rétablissement des commis au port du Rhône et aux portes de la ville qui enflamme la foule. Ces rumeurs se répandent

3. Monique CUBELLS, « La place des femmes dans la sociabilité et la vie politique locale en Provence et dans le Comtat pendant la révolution », dans le n° 186 de *Provence historique*, « Femmes et politiques en Provence XVIII^e-XX^e siècles ».

4. Martine LAPIED, « Les dirigeants des mouvements populaires avignonnais et comtadins avant et pendant la Révolution », actes du colloque *Mouvements populaires et conscience sociale*, Paris, 1985; Id., « Les mouvements populaires à Avignon et dans le Comtat au XVIII^e siècle », dans *Provence Historique*, 145, 1986; Id., « Les massacres révolutionnaires sont-ils des événements ? Réflexion sur les massacres de la Glacière à Avignon (octobre 1791) », dans les actes du colloque *L'événement*, Aix-en-Provence, 1986; Id., « Les formes d'interventions populaires dans la révolution avignonnaise et comtadine, des émeutes du printemps 1789 aux massacres de la Glacière », dans les actes du colloque *Les pratiques politiques en Provence à l'époque de la Révolution*, Montpellier, 1988; Id., « Le rôle de l'imaginaire dans les révoltes à travers l'exemple d'Avignon et du Comtat Venaissin (1650-1794) », dans les actes du colloque *Révolte et société*, t. I, Paris, 1989.

d'abord vaguement dans les lieux de sociabilité féminine. Il existe de nombreux exemples de fausses nouvelles diffusées au départ par des femmes et provoquant une émotion populaire. Ces faux bruits agissent comme un détonateur dans un climat déjà tendu. Les femmes ont une place indéniable dans la prolifération de rumeurs, la transmission de fausses nouvelles. La rue est un acteur social et politique comme le montrent les travaux d'Arlette Farge⁵; sous l'Ancien Régime, l'imaginaire politique des catégories populaires s'y construit. Les femmes du peuple sont présentes dans l'espace urbain pour leurs fonctions nourricières et leur travail. Les lieux de production de la parole sont largement féminins et, par leurs discussions sur les places, au lavoir, à la fontaine, au marché, les femmes prennent part aux luttes internes de leur communauté. La parole féminine est une des voies de diffusion des courants d'opinions à la ville comme à la campagne. Les lieux de sociabilité féminine sont des lieux d'échanges d'informations, vraies ou fausses, d'expression des mécontentements divers.

Le 4 décembre 1652, une explosion de colère populaire se produit devant l'Hôtel de ville, elle concerne des hommes et des femmes. La foule se montre hostile aux consuls dont la gestion municipale est mise en cause, à la garnison italienne, aux receveurs de gabelles. Cette crise se déroule dans un climat général de difficultés économiques et sociales qui avaient été causées par l'élévation des tarifs de la douane de Lyon perçue sur les soieries avignonnaises, la hausse du prix des denrées agricoles, l'aggravation de la fiscalité. Elle se traduit par la lapidation de quelques soldats italiens détestés de la population pour leurs brigades, et par la mise à sac des maisons des receveurs des gabelles. La garnison italienne, qui voulait contenir la violence populaire, est mise en fuite et les maisons des deux commis sont pillées. La xénophobie qui provoque le rejet des instruments de la domination italienne est une constante des troubles qui agitent l'enclave pontificale. C'est finalement la déclaration du directeur des douanes affirmant que les commis ne seraient pas rétablis qui calme la foule.

La guerre des Pévoulins contre les Pessugaux suit rapidement ces premiers événements. Le premier terme désigne le parti populaire (les « Pouilleux ») qui s'oppose à la fraction de la noblesse qui monopolisait le pouvoir municipal (les « Pressureurs »).

De 1653 à 1655 les violences populaires s'enchaînent mobilisant hommes et femmes. Ici, comme ailleurs, quelques témoignages semblent indiquer que ce sont les cris des femmes qui déclenchent les émotions collectives. Elles courent dans les rues, ameutent la population, sonnent le tocsin. Pendant l'émeute elles se font remarquer par leurs encouragements à

5. Dans les travaux d'Arlette FARGE voir en particulier : « La violence, les femmes et le sang au XVIII^e siècle », dans *Mentalités* n°1, 1988; Id., *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, 1992.

donner la mort. Leur présence et leurs cris sont autant d'excitants qui soustiennent l'émotion. Rumeurs et fausses nouvelles exaspèrent les antagonismes et provoquent la violence. Chaque parti craint le pire de la part de son adversaire et reçoit donc comme exactes les allégations les plus exagérées. Les provocations, nombreuses d'un côté comme de l'autre, donnent corps à ces craintes mais c'est le contexte politique et social réel qui fait que ces rumeurs imaginaires déclenchent la violence.

Une partie de l'élite locale utilise le mécontentement populaire, il s'agit de nobles exclus des affaires par la faction noble opposée qui monopolise le pouvoir local. Les demandes de cette faction sont appuyées par la pression des catégories populaires dont les préoccupations sont prises en compte. Le 8 novembre 1653 une requête demande la représentation au conseil municipal d'une quatrième main comprenant les artisans et les ouvriers, la diminution de la gabelle, la mise en jugement du secrétaire de la ville. Parallèlement, les troubles s'amplifient, des rixes éclatent à la moindre occasion entre les deux factions surexcitées.

En novembre 1655, une véritable émeute éclate à la suite de la blessure en duel d'un pévoulain. Le mouvement est différent de ceux qui précèdent : les émeutiers sont moins nombreux, environ 800 contre 4 000, selon les chiffres peut-être exagérés fournis par les sources, pour les manifestations précédentes. Il s'agit essentiellement d'hommes, qui sont encadrés par de véritables meneurs populaires et échappent donc au contrôle des dirigeants nobles qui refusent de les soutenir, puis, après l'échec de la sédition, d'intervenir en faveur de ces meneurs qui sont immédiatement jugés et pendus. Un nouveau vice-légat, Nicolas Conti, engage en 1656 des poursuites contre les chefs pévoulains qui sont alors emprisonnés ou contraints à l'exil. Ils furent ensuite innocentés et réhabilités par une amnistie proclamée en 1659.

Dans ces luttes de clans pour le pouvoir à fortes connotations sociales, les revendications politiques partent, le plus souvent, d'une critique de la gestion municipale. La fraction de l'élite éloignée du pouvoir réclame des réformes, leur refus provoque dans le peuple une volonté de changer le pouvoir en place, il soutient alors les réformistes. Les femmes font partie des soulèvements qui appuient les revendications qu'elles soient économiques, sociales ou politiques. Elles sont également présentes dans la seconde période de troubles qui se produit à l'occasion de l'annexion française de 1664. Les mouvements populaires profitèrent alors de la conjoncture politique pour remettre en cause la souveraineté pontificale. L'action du peuple, principalement motivée par la xénophobie et l'espoir mis dans un roi bon, juste et prestigieux, rejoint celle d'une partie de l'élite dont le projet est plus politique.

Dans les périodes de grandes crises avignonaises et comtadines, il semble que les liens entre revendication populaire et action des notables aient été déterminants. Si la revendication populaire est d'abord motivée par des

thèmes liés à ses conditions d'existence, elle rejoint souvent les projets politiques d'une fraction de l'élite qui peut alors utiliser ces révoltes, quitte à les désavouer lorsqu'elles lui semblent s'écarter des buts recherchés, les dépasser ou aboutir à une violence « inutile » et compromettante. En participant à ces conflits urbains, les femmes, comme les hommes du peuple, sont donc intégrées à la sphère du politique. Les études menées par René Pillorget, Monique Cubells et moi-même sur la Provence d'Ancien Régime confirment le caractère habituel de cette participation.

B - Les conflits urbains provençaux

Dans les émeutes de subsistance, la présence des femmes est massive. Elles sont souvent à l'origine des rassemblements qui déclenchent les troubles car, en général, c'est le défaut d'approvisionnement en grain sur les marchés ou son prix très élevé qui provoquent la crainte et la colère des populations. Les femmes du peuple qui se voient dans l'impossibilité de ramener de quoi nourrir leur famille discutent sur place de la situation et leur indignation peut se transformer rapidement en appel à l'émeute. Les hommes les rejoignent alors et tous vont manifester devant l'Hôtel de ville en demandant des mesures. Ces réclamations sont accompagnées de menaces qui sont mises à exécution si les autorités ne leur donnent pas satisfaction : les attroupements se transforment en émeutes qui s'en prennent d'abord aux bâtiments contenant des réserves de grains.

Les femmes ont aussi une action déterminée pour empêcher des convois de blé de quitter leur localité. Pendant les émeutes de 1678-1679, à Arles, des femmes montent sur un bateau chargé de blé et veulent en emporter à un prix fixé par elles-mêmes. Pendant ce temps les hommes entreprennent de démolir la porte d'un grenier à blé. On retrouve le même type de participation féminine pendant les émeutes de 1692. A Aix, des femmes se rassemblent et attaquent un voiturier de Bouc qui avait acheté des sacs de blé pour les revendre à Marseille. La même action est menée à Tarascon pour empêcher du blé de quitter la ville et son terroir. En 1696, à Castellane, c'est un munitionnaire de l'armée d'Italie qui provoque une sédition en voulant se ravitailler. Une femme est considérée comme la principale coupable. En fuite, elle est condamnée par jugement de l'Intendant au fouet et à cinq ans de bannissement.

La crise de 1698 provoque également de nombreuses interventions des femmes. A Tarascon, « une femme qui en avait rassemblé beaucoup d'autres » fait du bruit dans les rues à propos de la cherté du blé devant un grand nombre de bas peuple et de paysans, « qu'il fallait s'assembler où il y en avait ». Le premier consul la fait arrêter mettant ainsi fin à ce début d'émeute. A Marseille, des femmes s'en prennent aux échevins responsables,

selon elles, de la rareté et du haut prix du pain. Elles accusent deux d'entre eux d'être des spéculateurs intéressés dans les affaires de la Compagnie d'Afrique. Pour disperser une foule assemblée devant l'Hôtel de ville que les contemporains estiment à 2 000 personnes, en majorité des femmes, le gouverneur organise des distributions de vivres.

Les mêmes types d'interventions de femmes à propos des subsistances sont signalés au XVIII^e siècle : à Orange en 1709, à Arles en 1706, 1721 et 1752, à Aix en 1748, à Marseille en 1766.

A Arles, en 1721, la peste a obligé les habitants à cesser le travail, les rues sont barrées et les catégories populaires sont confinées dans leurs quartiers; elles craignent la famine. Le 4 juin une émeute éclate. La foule enfonce un grenier du Roi, accueille les consuls à coups de pierres, enlève des pains et tente de forcer le pont de Trinquette pour gagner la Camargue : « Ils sont partis, femmes, hommes, tambour battant, avec des faux manchées, d'autres avec des perches et des fusils... » indique un rapport municipal⁶.

Les femmes participent aux luttes antifiscales. Elles se mobilisent également sur des problèmes à connotation religieuse, en particulier en ce qui concerne les enterrements. Elles font preuve de la plus grande vigueur pour protéger des membres de leur communauté.

Durant la guerre de Succession d'Espagne, alors que l'insoumission et la désertion sont endémiques dans les rangs de matelots plus ou moins embauchés de force, l'administration royale décide d'envoyer les déserteurs aux galères et, pour faire impression sur la population, ils doivent auparavant faire amende honorable dans la localité de leur résidence. Ces cérémonies déclenchent successivement deux émeutes à Arles. La foule essaie d'abord de lapider leur escorte puis, dans la nuit, les portes et fenêtres de la prison sont attaquées à coups de haches et de leviers pour tenter, vainement, de délivrer les prisonniers. L'enquête indique que cette troupe était composée « de plus de femmes que d'hommes ». Les déserteurs furent finalement amnistiés.

Les documents qui permettent de saisir le rôle que les femmes jouaient dans les émotions populaires de l'Ancien Régime montrent donc qu'elles avaient toujours leur place mais n'apparaissaient pas seules; elles agissent aux côtés des hommes pour des revendications communes. Leur violence paraît indéniable et spécifique dans le déclenchement de l'émeute et les encouragements à donner la mort. Les témoignages soulignent que les cris des femmes excitent la foule émeutière. Il semble que les femmes soient rarement armées mais qu'elles utilisent fréquemment pierres et bâtons. Elles participent activement aux violences exercées contre les adversaires des révoltés.

La participation des femmes aux émeutes de subsistances est considérée comme naturelle par les hommes car elles agissent en tant qu'épouses et

6. AC Arles GG 32 f^o 149.

mères, ayant la charge de l'alimentation de la famille mais elles sont présentes dans la plupart des séditions, montrant ainsi leur intégration à l'ensemble des luttes des catégories populaires. Elles se mêlent aussi des relations conflictuelles avec les représentants de l'Église ou de l'État.

La violence des femmes s'exerce de façon particulièrement évidente lorsqu'il s'agit de défendre des personnes de leur parenté. L'image qui se dégage de ces conflits est celle de l'épouse et de la mère soucieuse de défendre sa famille, de la ménagère prête à se battre pour lui assurer sa subsistance; elle montre aussi que, dans les classes populaires, les femmes sont intégrées aux luttes et que, donc, elles ne sont véritablement absentes ni de l'espace public, ni du champ politique extrêmement restreint de ces catégories; elles participent au dialogue forcé qui s'établit à l'occasion des crises entre les autorités municipales et le « peuple » des villes.

II - LA RÉVOLUTION

Pendant la Révolution, les femmes continuent d'être exclues officiellement du pouvoir, n'obtenant ni le droit de vote, ni celui d'être élues aux fonctions politiques. Mais, dans le nouvel espace politique qui s'élabore, leurs possibilités d'action augmentent.

A - Les conflits avignonnais

Des femmes apparaissent dans tous les événements marquants des conflits révolutionnaires avignonnais.

Les mouvements populaires de 1789, comme ceux de l'Ancien Régime, ont une importante composante féminine. Les femmes sont présentes aux côtés des hommes dans les mouvements de revendications qui marquent le début de la Révolution, en particulier lors des émeutes de subsistances du printemps 1789. A cette époque, une prise de conscience politique accompagne une telle action traditionnelle de revendication alimentaire.

En Avignon, les femmes participent à l'attaque de la maison du second consul, Commin, considéré comme un accapareur. L'une d'entre elles qui s'en était prise aux armoiries, symboles du pouvoir consulaire, est condamnée à la marque et aux verges pour cette action, mais dans l'ensemble, et comme pendant l'Ancien Régime, la répression les frappa moins durement que les hommes.

Des femmes participent également, mais dans une proportion qui semble moindre, aux mouvements de revendications populaires qui agitent Avignon à partir de l'été 1789 et qui réclament l'application de réformes adoptées en France. Néanmoins, au fur et à mesure que les événements révo-

lutionnaires se déroulent, la place des femmes semble diminuer du côté des acteurs de la Révolution. Certes, une fois l'action passée, les hommes imposent des limites à leur expression politique mais ce n'est pas la seule explication à cet effacement car, dans les conflits, les femmes affirment désormais davantage des sentiments de résistance à la Révolution.

C'est peut-être dans l'épisode le plus sanglant des luttes internes avignonaises, celui où l'imaginaire a joué le rôle incitateur le plus marquant que le rôle des femmes est le plus évident; il s'agit du meurtre du révolutionnaire Lescuyer auquel de nombreuses femmes ont participé et qui a provoqué en réaction les massacres connus sous le nom de massacres de la Glacière.

Le bruit s'était répandu dans la ville, le 16 octobre 1791, qu'une statue de la Vierge de l'église des Cordeliers versait des larmes. De nombreuses Avignonaises se pressent dans l'église pour constater le miracle. Cette tristesse est attribuée aux méfaits des révolutionnaires radicaux alors au pouvoir dans la cité. L'un d'eux, Lescuyer, accusé à tort d'avoir contribué à faire enlever les bijoux des particuliers déposés au Mont de piété, est tué malgré ses dénégations.

Une hallucination à caractère religieux et une fausse nouvelle ont donc déclenché un processus de violences politiques. L'irruption de l'imaginaire s'accomplit d'abord à travers une symbolique religieuse; les révolutionnaires au pouvoir sont, en effet, considérés comme les ennemis d'une religion à laquelle une large part de la population avignonnaise, en particulier les femmes, reste attachée. Leur opposition s'était déjà marquée lorsque les révolutionnaires avaient voulu descendre les cloches : devant l'émeute provoquée par la colère des Avignonaises, ils avaient dû suspendre l'opération. La Vierge qui exprime ici sa douleur, était principalement invoquée par les Avignonnais chaque fois qu'ils avaient à faire face à des difficultés. Mais cette fois, par ses larmes, Marie prend une position politique. En effet, le miracle survient dans un contexte de crise grave : la situation est très instable à Avignon, la réunion avec la France vient d'être prononcée mais le nouveau département n'est pas encore organisé et la municipalité au pouvoir, composée de révolutionnaires radicaux, artisans pour la plupart, est issue d'un coup de force accompli deux mois auparavant aux dépens de la municipalité Richard de tendance plus modérée. La Vierge peut aussi s'affliger du « malheur des temps »; en effet, la situation économique est difficile, le marasme qui existait avant la Révolution se poursuit, les femmes se plaignent de la rareté et de la cherté des subsistances, le chômage touche une bonne partie des classes populaires et le mécontentement se reporte sur les dirigeants au pouvoir. Dans ce climat politique et social tendu, le miracle et son interprétation peuvent relever d'un phénomène spontané ou provoqué. On ne peut se prononcer sur le fait lui-même : il semble que la statue, fraîchement

repeinte, ait paru verser des larmes par un effet de lumière ; mais il est évident que les partisans de l'ancienne municipalité modérée avaient préparé une action politique. Dans le but de fomenter une émeute à la faveur de laquelle ils espéraient reprendre le pouvoir, ils faisaient courir des bruits défavorables à leurs adversaires depuis quelques temps déjà et la foule des Cordeliers est poussée au meurtre par les harangues d'un de leurs membres.

Emprisonnées à la suite de cet événement, 13 femmes furent ensuite victimes de la vengeance des révolutionnaires dans les massacres de la Glacière (22 % des victimes). Trois des victimes féminines sont des bourgeoises dont les maris appartiennent au parti des patriotes modérés : il s'agit d'un apothicaire, d'un riche négociant en soie et d'un imprimeur. Madame Niel, la femme de l'imprimeur, avait eu une action politique et avait provoqué la rancoeur des révolutionnaires par son influence sur l'abbé Mulot, médiateur français avec lequel elle entretenait des relations amicales et qu'elle aurait tenté de convaincre d'appuyer militairement la tentative de retour au pouvoir de l'ancienne municipalité modérée. Mais la majorité de celles qui avaient été emprisonnées pour leur présence dans l'église où avait eu lieu le meurtre de Lescuyer sont des femmes du peuple travaillant dans le textile : taffetassières, dévideuses de soie, ou pratiquant de petits métiers : lavandières ou couturières.

Face à ces femmes victimes des massacres de la Glacière mais actrices du meurtre de Lescuyer, d'autres femmes encouragent les massacreurs à accomplir leur besogne. Elles furent arrêtées et interrogées par la suite pendant la procédure sur l'affaire de la Glacière ; il s'agit uniquement de femmes du peuple. On retrouve la même composition sociologique du côté masculin et du côté féminin : les catégories populaires sont représentées chez les bourreaux comme chez les victimes mais les bourgeoises s'y ajoutent du côté de ces dernières marquant le décalage sociologique entre modérés et révolutionnaires radicaux.

B - Les conflits arlésiens

Les conflits sont nombreux et violents à Arles dès le début de la Révolution en raison de la présence de deux partis antagonistes forts et ayant chacun des soutiens populaires.

Les structures sociales sont propices aux affrontements dans la cité arlésienne ; elles sont marquées dans le tissu urbain lui-même puisque la répartition de la population des quartiers est fondée sur les activités économiques : quartiers de grands propriétaires, d'artisans, de marins, de paysans. De nombreux aristocrates sont en liaison avec la contre-révolution languedocienne, ils forment le parti des « Chiffonistes » qui s'oppose au parti patriote, les « Monnaidiers », en des conflits très durs. Les Monnaidiers agissent en liai-

son avec le club jacobin marseillais de la rue Thubaneau qui les soutient contre les Chiffonistes. Ils participent à des expéditions patriotes contre des communautés soupçonnées de contre-révolution.

Des Monnaidières sont aux côtés des hommes dans les conflits arlésiens comme à l'extérieur. Leur présence parmi ceux que leurs adversaires appellent « les égorgeurs d'Arles » est attestée dans les expéditions punitives sur Tarascon, Saint-Rémy, Eyragues, Beaucaire, Eyguières, elles sont armées et montées sur des ânes⁷. La radicalisation d'une fraction du parti patriote favorise l'émergence du mouvement sectionnaire et, après Marseille et Aix, il s'empare du pouvoir à Arles le 19 juillet 1793 non sans que les Jacobins aient résisté. Des femmes dont certaines sont armées de fusils et de sabres participent à cette résistance, tentant de faire libérer les Monnaidiers emprisonnés.

Après le succès de l'armée de la Convention et l'écrasement de la rébellion fédéraliste en Provence, des femmes s'impliquent dans la politique de Terreur. A Arles, les Monnaidières réclament avec virulence sa mise en place. D'après des témoins, elles formaient une part essentielle des cortèges d'intimidation qui se déplaçaient dans la ville avec une guillotine. Elles se mobilisent également pour la célébration du culte de Marat auquel une statue est élevée sur la place des portefaix.

Les papiers des comités de surveillance montrent que des femmes participent aux luttes politiques, dans les deux camps.

Du côté révolutionnaire, elles contribuent à la politique de répression par leurs dénonciations. De nombreux exemples de dénonciations ont été retrouvés. Les femmes surveillent la vie de la communauté et peuvent faire part de leurs soupçons d'actions contre-révolutionnaires. En général, les dénonciatrices appartiennent à des familles qui comportent de nombreux patriotes dont certains exercent des responsabilités dans la commune. Ces femmes déposent contre l'action de persécution que les fédéralistes ont mené contre les patriotes, elles dénoncent également des propos contre-révolutionnaires que les suspects avaient tenus avant la crise fédéraliste.

Mais des femmes représentent aussi une part non négligeable du parti « chiffoniste » qui s'oppose violemment aux patriotes, en particulier pendant l'été 1791. Elles semblent former à peu près 25 % de ceux qui manifestent extérieurement leur adhésion aux idées contre-révolutionnaires mais seulement 8 à 9 % de ceux qui participent activement aux luttes. Beaucoup de ces femmes sont issues du monde de la boutique et de l'artisanat de luxe, certaines sont domestiques. Dans les périodes où le parti révolutionnaire est au pouvoir, la vindicte populaire s'exerce parfois contre elles. Les dévotes sont

7. Voir Martine LAPIED, « Les Provençales actrices de la Révolution ? L'exemple des Arlésiennes » dans *Pour la Révolution française. Recueil d'études en hommage à Claude Mazauric*, Rouen, 1998.

soumises à l'humiliante promenade de l'âne au milieu des injures et parfois des violences.

Les dossiers des tribunaux révolutionnaires et les papiers des comités de surveillance permettent d'apprécier la place des femmes dans les conflits révolutionnaires. On constate qu'elles sont présentes dans les différents partis qui s'affrontent en Provence et dans le Comtat : révolutionnaires, fédéralistes, contre-révolutionnaires comptent des femmes dans leurs rangs, toutefois, leur rôle est plus apparent du côté conservateur que du côté patriote. Leur engagement dans les conflits est moins massif que celui des hommes. Il semble orienté par l'influence du milieu familial et plus largement social. Les suspectes sont souvent arrêtées avec plusieurs membres masculins de leur famille. Il ne semble pas y avoir de déterminations sociologiques propres aux femmes dans leurs engagements, mais chez elles le rôle de l'attachement à la foi catholique paraît particulièrement important.

La place des femmes dans l'expression des antagonismes politiques urbains, en dehors de leur participation aux émeutes, est marquée par la parole et le paraître qui peut aller jusqu'à une ostentation provocante. C'est par leur mise en visibilité dans l'espace public que les femmes prennent part aux divers conflits politiques que connaissent les villes du sud-est de la France de l'Ancien Régime à la Révolution.

Martine LAPIED